ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME

De «simples maladresses», selon Ksentini

Le président de la Commission consultative nationale de promotion et de protection des droits de l'Homme a une conviction : les atteintes aux droits de l'Homme en Algérie sont le fruit de maladresses et non pas d'une volonté politique.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Farouk Ksentini, commentant la récente interpellation d'un militant des droits de l'Homme, a estimé qu'il s'agissait tout simplement de maladresses commises au niveau local et qui ne sont nullement le reflet de la volonté du gouvernement de réprimer les défenseurs des droits de l'Homme. Le président de ladite commission considère d'ailleurs que l'affaire qui avait fait beaucoup de bruit s'est finalement avérée être un «coup d'épée dans l'eau». Ksentini s'exprimait en marge de la septième rencontre du dialogue euro-arabe des institutions nationales des droits de l'Homme. Présidant ses travaux, Ksentini a affirmé qu'«en ces moments de grandes incertitudes qui frappent à divers degrés mais de plein fouet nos régions respectives, menaçant ainsi la stabilité, la paix et le bien-être général, le dialogue doit être poursuivi», ajoutant que «la conjoncture actuelle imposait aux institutions des droits de l'Homme de s'adapter pour être d'un apport considérable». Placées sous le thème de «la participation populaire et le rôle des institutions nationales des droits de l'Homme», ces rencontres ont pour but de permettre aux représentants des institutions des droits de l'Homme de plusieurs pays d'identifier les lacunes, de définir les priorités de la réforme et de préciser le rôle que doivent jouer les institutions nationales des droits de l'Homme.

Deux groupes de travail ont été mis sur pied. Le premier débattra des défis et restrictions actuelles à la participation publique et des moyens d'améliorer cette participation en définissant le rôle à jouer par les institutions nationales des droits de l'Homme. Le second sera consacré à la contribution des institutions nationales des droits de l'Homme à la création d'un environnement favorable à la participation publique efficace.

Au terme des travaux de cette rencontre, les participants adopteront le code de conduite relatif au programme du dialogue arabo-européen des droits de l'Homme sur l'identité, les valeurs et les principes.

N. I.

EXÉCUTION D'UN ALGÉRIEN EN IRAK

«Aucun moyen d'intervenir»

Interpellé au sujet de l'exécution d'un ressortissant algérien en Irak, Farouk Ksentini a répondu qu'il avait été impossible pour l'organisation qu'il présidait de tenter une intervention auprès des organisations des droits de l'Homme en Irak. D'ailleurs, dit-il, il n'est pas certain qu'il en existait encore en Irak.

N. I.

REPROCHES FAITS PAR OULD-KABLIA AUX MAGISTRATS

«Une simple réprimande»

Le président de la Commission consultative nationale de promotion et de protection des droits de l'homme a estimé, hier, que les reproches faits par le ministre de l'Intérieur aux magistrats n'étaient «qu'une simple réprimande».

Ksentini pense que les paroles du ministre ont dû dépasser sa pensée car, estime-t-il le pouvoir exécutif n'avait en aucun cas vocation à exercer des pressions sur l'appareil judiciaire.

N. I.

M'SILA

9 morts et 16 blessés dans un tragique accident de la route

Neuf morts et seize blessés, tel est le bilan d'un tragique accident de la route survenu hier soir à une heure du matin sur la RN8 dans la région dite Khermame, située entre les communes de Aïn-el-Hadjel et Ouled-Sidi-Brahim», lors d'une collision frontale entre un camion et un car de transport de voyageurs reliant la ville de Ouargla à la capitale Alger.

Les victimes qui ont rendu l'âme sur le lieu du drame sont 4 femmes, 4 hommes et une fille. Les blessés, au nombre de 16 (7 hommes, 6 femmes et 3 enfants), ont été évacués par les éléments de la Protection civile vers les hôpitaux de Bou-Saâda et de Sidi-Aïssa, où ils subissent des soins intensifs.

Selon l'officier chargé de la communication, M. A. Saïdi, d'importants moyens humains et matériels ont été déployés par les services de la Protection civile et les structures sanitaires de la wilaya. Une enquête a été lancée par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de ce tragique accident.

A. Laïdi

POLITIQUES PUBLIQUES

Les experts plaident pour une meilleure mesure de l'efficacité

Les experts en statistiques appliquées et en économie ont recommandé, hier lors d'un colloque international, l'amélioration de la mesure de l'efficacité des politiques publiques. Ils ont insisté, en outre, sur l'importance d'une liaison entre le monde économique et celui de la recherche.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les experts présents au colloque poseront la problématique de la mesure des politiques publiques et de leur efficacité.

Ils diront, à cet effet, qu'actuellement, il existe un manque de savoir-faire et qu'il s'agit d'aller dans le sens de l'amélioration de la possibilité de mesure de l'efficacité des politiques publiques.

Les experts de l'Université Alger 3, du Laboratoire d'études et d'analyses des politiques publiques en Algérie ainsi que ceux des laboratoires de statistique appliquée et d'économie quantitative appliquée au développement se sont penchés sur la question des politiques publiques dans un contexte de crise économique. Selon les spécialistes de l'Ecole supérieure de statistique et d'économie appliquée, il s'agit d'aller vers la modélisation. Ils diront, en outre, que les chercheurs se penchent actuellement sur cette question en vue d'arriver à la possibilité de mesure des politiques publiques. Pour sa part, M. Zekane, organisateur de la rencontre et directeur de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée, dira que le projet est double et rentre dans le cadre des activités des laboratoires.

«Nous devons travailler, faire intervenir les auteurs et organiser des colloques, dans un contexte de crise.

Et dans les pays à économie de marché les plus farouches, on ne peut se passer de l'Etat»,

A déclaré M. Zekane. Il notera, par ailleurs, que l'évaluation des politiques est particulièrement importante. Les organisateurs du colloque préciseront, que la participation de porteurs d'expériences extérieures comme celles de la Tunisie et du Maroc permet de profiter d'un savoir-faire.

Pour les chercheurs présents, il s'agira à la fin de la rencontre, de présenter les actes du colloque aux décideurs et surtout de réorienter les politiques en cas de défaillances en vue d'éclairer les décideurs.

«L'Etat fournit les efforts et est devenu investisseur mais des résultats tangibles sont attendus. Il n'y a pas de coordination dans les efforts des institutions économiques du pays, notamment pour ce qui est du public-privé», souligne M. Zekane.

A cet effet, le responsable évoquera le fait que le deuxième programme national de recherche se termine en 2012, alors que le troisième sera finalisé en 2017, dans le cadre du Programme national de recherche (PNR).

Pour M. Zekane, une liaison entre le monde économique et celui de la recherche est une nécessité.

F.-Z. B.

LES FRANÇAIS VEULENT ÉCOULER LEURS CÉRÉALES SUR LE MARCHÉ DANS L'IMMÉDIAT

Langlois-Berthelot : «Nous ne voulons pas prendre de risques»

Au moment où la Russie et les Etats-Unis ne se sont pas encore prononcés sur leur sol exportable, et le marché international des céréales continue de fonctionner au gré des prévisions et la rumeur, la France ne veut pas prendre de risques et préfère écouler son stock exportable dans l'immédiat.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le président de France Export Céréales, Jean-Pierre Langlois-Berthelot, qui intervenait, hier, au cours des rencontres franco-algériennes des céréales à Alger, a dressé un tableau sombre quant aux tendances et perspectives des marchés céréaliers internationaux. «Avec 90 à 100 millions de tonnes de maïs incendiés aux Etats-Unis et la probable restriction par trois fois du stock céréalier russe destiné à l'exportation, il faut s'attendre à une baisse de l'offre sur le marché international et à une hausse des prix», a-t-il souligné.

Selon toujours la même personne, «la France, qui a réussi à récolter 36 millions de tonnes de blés moissonnés, en dépit des perturbations climatiques qu'a connues le pays durant l'hiver 2012, offre par contre quatre millions de tonnes à l'exportation et peut compenser le déficit auprès des pays importateurs».

Sur la question de savoir pourquoi la France veut écouler son stock exportable dans l'immédiat alors que les prévisions attestent que le marché sera prochainement très demandeur au vu de la baisse de production mondiale, ce qui d'ailleurs permettra aux exportateurs français de vendre plus cher leur blé dans l'avenir, Jean-Pierre Langlois-Berthelot dira : «C'est un pari, nous ne pouvons pas jouer à ça. Nous ne voulons pas prendre de risques, d'ailleurs rien que la logistique mobilisée pour le stockage et l'entretien des quatre millions de tonnes de blé destinés à l'exportation est énorme. Nous préférons vendre dans l'immédiat.»

M. M.

IMPORTATION DE BLÉ

La réduction confirmée

Les importations algériennes en blé atteindront cette année 2,45 milliards de dollars, en nette baisse par rapport à l'année dernière, a-t-on appris de bonne source. Cette information vient confirmer les prévisions de l'organisme américain de régulation qui a annoncé hier, une baisse des importations algériennes de l'ordre de 21% par rapport à 2012. En 2011, l'OAIC a importé les produits céréaliers pour une valeur de 2,857 milliards de dollars, mais cette année les prévisions d'importation ont été révisées à la baisse et l'organisme public algérien compte économiser 400 millions de dollars.

Selon nos sources, la baisse des importations touchera tous les produits et elle sera plus importante pour le blé dur, en raison de la bonne récolte locale en la matière. La production céréalière en Algérie est estimée cette année à 52 millions de quintaux, soit un excédent de 7 millions de quintaux par rapport à la campagne 2011. Hier, les marchés internationaux ont été quelque peu rassurés par les indications fournies par l'agence américaine USDA, qui a prévenu que les importations de blé de l'Égypte allaient baisser de 23%, alors que l'Algérie prévoit la réduction de sa demande de 21%. L'OAIC a ainsi réussi à mettre le pays à l'abri par rapport aux fortes pressions exercées par les spéculateurs internationaux.

Les stocks sont suffisamment alimentés pour faire face à la demande nationale pour une durée d'au moins six mois. Et c'est cette assurance qui risque d'être déterminante pour une seconde révsion des prévisions sur les importations. A ce titre, il est indiqué que l'Algérie pourrait réduire sa facture d'importation à 2,1 milliards de dollars.

R. N.